



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
SUD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

de la zone de défense et de sécurité Sud

Secrétariat général pour l'administration
du ministère de l'Intérieur Sud

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DES FINANCES

BUREAU DE LA COMMANDE PUBLIQUE ET DES ACHATS

Marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert :

Accord-cadre à bons de commande de fourniture et livraison de denrées
alimentaires pour l'École nationale de police de Toulouse

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Référence publique : **SGAMISUD-AOO-2025-03-21**

Sommaire

1	Objet du marché –Dispositions générales.....	3
1.1	Objet de l'accord cadre.....	3
1.2.	Durée de l'accord cadre et délai d'exécution.....	3
1.3	Reconduction.....	4
1.4	Engagement sur un montant maximum annuel.....	4
1.5	Modalités d'émission de bons de commande.....	5
1.6	Redressement ou liquidation judiciaire.....	5
1.7	Désignation des sous-traitants en cours d'exécution de l'accord cadre. .	5
2	Pièces contractuelles.....	5
3	Conditions générales d'exécution.....	6
3.1	Clause de confidentialité et protection des données personnelles.....	6
3.2	Obligations générales des parties.....	7
3.3	Protection de la main d'œuvre et condition de travail.....	7
3.4	Protection de l'environnement, sécurité et santé.....	7
4	Conditions particulières d'exécution.....	8
4.1	Bons de commande.....	8
4.2	Conditions de livraison.....	8
4.3	Garantie des fournitures.....	9
4.4	Responsabilités et obligations particulières.....	9
5	Constatation de l'exécution des prestations.....	10
5.1	Définition et respect des délais d'exécution.....	11
5.2	Opérations de vérifications quantitatives et qualitatives.....	11
6	Prix.....	11
6.1	Unité monétaire, nature et contenu des prix.....	11
6.2	Forme du prix.....	12
6.3	Modalités de révision des prix.....	12
6.4	Evolution de gamme.....	15
7	Clause de financement et de sûreté.....	15
7.1	Retenue de garantie.....	15
7.2	Avance.....	15
8	Modalités de règlement.....	16
8.1	Présentation des demandes de paiement.....	16
8.2	Modalité de paiement.....	16
8.3	Modification des coordonnées.....	17
9	Pénalités.....	17
9.1	Modalités d'application des pénalités.....	17
9.2	Pénalités en cas de manquements.....	17
10	Clause de réexamen.....	18
11	Résiliation.....	19
12	Droit et langue.....	19
13	Dérogation au CCAG FCS.....	19

1 Objet du marché –Dispositions générales

1.1 Objet de l'accord cadre

La présente consultation a pour objet la fourniture et la livraison de denrées alimentaires issues d'un mode de production respectueux de l'environnement et destiné à réduire les impacts environnementaux de la consommation alimentaire pour l'École nationale de police de Toulouse (ENP31).

L'objet de cet accord cadre est réparti en 16 lots désignés ci-après :

N° de lot	Intitulé du lot	Classification CPV
01	Produits carnés surgelés ou congelés	15896000 – Produits surgelés
02	Produits de la mer surgelés ou congelés	15896000 – Produits surgelés
03	Fruits et légumes surgelés ou congelés	15896000 – Produits surgelés
04	Préparations alimentaires surgelées ou congelées	15896000 – Produits surgelés
05	Viandes fraîches ou réfrigérées	15110000 - Viande
06	Charcuteries fraîches ou réfrigérées	15131120 - Charcuterie
07	Fruits et légumes frais	15300000 – Fruits, légumes et produits connexes
08	Produits laitiers	15500000 – Produits laitiers divers
09	Épicerie et boissons non alcoolisées	15894700 – Epicerie fine 15982000 – Boissons non alcoolisées
10	Volailles fraîches ou réfrigérées	15112100 – Volaille fraîche
11	Pains et pâtisseries surgelés	15896000 – Produits surgelés
12	Produits de la mer frais ou réfrigérés et préparations fraîches	03310000 – Poissons, crustacés et produits aquatiques
13	Boissons alcoolisées	15930000 – Vins 15911000 – Boissons spiritueuses 15910000 – Boissons alcoolisées distillées
14	Pains et pâtisseries frais	15810000 – Produits de panification, pâtisserie fraîche et gâteaux
15	Pâtes fraîches	15850000 – Pâtes alimentaires
16	Produits avicoles	03142500 – Oeufs

Le cahier des charges techniques particulières (CCTP) fixe toutes les conditions de livraison des produits de chacun des lots, lesquels seront exécutés au fur et à mesure de l'émission des bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2. Durée de l'accord cadre et délai d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale d'une année à compter :

- du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026 (période ferme).

Les délais d'exécution ou de livraison de chaque produit sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord cadre.

1.3 Reconduction

L'accord-cadre est renouvelable 3 fois pour des périodes d'un an par reconduction tacite comme suit :

- du 1er janvier 2027 au 31 décembre 2027 (1e reconduction) ;
- du 1er janvier 2028 au 31 décembre 2028 (2e reconduction) ;
- du 1er janvier 2029 au 31 décembre 2029 (3e reconduction).

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas reconduire l'accord cadre, par décision expresse notifiée par écrit au titulaire, avec un délai de préavis de deux mois avant la date d'échéance.

Le titulaire ne peut pas s'opposer à la décision de l'administration quant à la reconduction ou à la non reconduction de l'accord cadre.

Reconduction anticipée

En cas d'atteinte des montants maximum avant la fin de la période en cours de l'accord-cadre, le titulaire sera destinataire d'un courrier avec accusé de réception l'en informant et lui indiquant la date effective de reconduction anticipée.

Ce dernier ne peut s'y opposer.

1.4 Engagement sur un montant maximum annuel

Le présent accord cadre comprend un engagement sur un montant maximum annuel HT de commandes en application du 2° alinéa de l'article R2162-4 du code de la commande publique à savoir :

N° de lot	Intitulé du lot	Montant maximum HT/an
01	Produits carnés surgelés ou congelés	32 800,00 €
02	Produits de la mer surgelés ou congelés	59 000,00 €
03	Fruits et légumes surgelés ou congelés	45 200,00 €
04	Préparations alimentaires surgelées ou congelées	61 300,00 €
05	Viandes fraîches ou réfrigérées	80 300,00 €
06	Charcuteries fraîches ou réfrigérées	17 800,00 €
07	Fruits et légumes frais	54 200,00 €
08	Produits laitiers	89 800,00 €
09	Épicerie et boissons non alcoolisées	68 900,00 €
10	Volailles fraîches ou réfrigérées	18 900,00 €
11	Pains et pâtisseries surgelés	16 300,00 €
12	Produits de la mer frais ou réfrigérés et préparations fraîches	8 000,00 €
13	Boissons alcoolisées	5 500,00 €
14	Pains et pâtisseries frais	29 100,00€
15	Pâtes fraîches	4 800,00 €
16	Produits avicoles	6 200,00 €

1.5 Modalités d'émission de bons de commande

Les prestations des différents lots font l'objet d'un fractionnement en bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Toutes les prestations feront l'objet de bons de commandes avant exécution. Ils seront notifiés par l'acheteur au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre.

Le délai d'exécution sera fixé en conséquence dans le bon de commande.

1.6 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire doit être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

1.7 Désignation des sous-traitants en cours d'exécution de l'accord cadre

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur notifiera l'acte spécial de sous-traitance au seul titulaire (ou mandataire en cas de groupement) du marché.

En cours d'exécution de l'accord cadre, la déclaration de sous-traitance devra être par courrier postale à l'adresse ci-dessous :

Ministère de l'intérieur
Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
Bureau de la Commande Publique et des Achats
299 chemin de Sainte Marthe
CS 90495 - 13311 MARSEILLE cedex 14

ou par courriel : sgamisud-dagf-bcpa@interieur.gouv.fr

en copie : academie-enp31-finances@interieur.gouv.fr

Les demandes d'acceptation de chaque sous traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement doivent respecter les conditions énumérées à R2193-3 et suivant du CCP.

Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) joint au présent dossier de consultation, devra être utilisé et respecté par le titulaire du marché public.

2 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, chaque accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement, et ses annexes éventuelles, établi pour chaque lot ;

- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), commun à tous les lots ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU), complété par le titulaire pour chaque lot ;
- le(s) catalogue(s) remis par le titulaire de chaque accord-cadre, ou toute autre document équivalent et à l'exception des conditions générales de vente, listant l'ensemble des articles pouvant être proposés en complément de ceux mentionnés dans le bordereau des prix, avec indication des tarifs publics associés ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services en vigueur ;
- les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;
- l'offre technique et environnementale du titulaire de chaque accord-cadre, comprenant les échantillons demandés, le cadre de réponse technique, et faisant notamment état, des qualités techniques et humaines et des fiches techniques.

3 Conditions générales d'exécution

3.1 Clause de confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel et/ou personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement et à la protection des données à caractère personnel auxquelles elles ont éventuellement accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément à l'article du CCAG applicable.

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent marché.

A ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données.

Le titulaire s'engage notamment à :

- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celle qui ont qualité pour en connaître, à savoir le pouvoir adjudicateur, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter le marché,
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques pendant toute la durée d'exécution du marché,
- à informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité,
- à prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés, ainsi que des éventuels sous-traitant, ou co-traitant français ou étrangers comme de lui-même.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute démarche qui lui paraîtrait utile afin de vérifier le respect de ses obligations tant pas le titulaire que par les sociétés sous-traitantes.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit sans indemnité par le pouvoir adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

3.2 Obligations générales des parties

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché le concernant ou concernant l'un de ses sous-traitants et qui se rapportent, de façon générale, à toute modification importante du fonctionnement de l'entreprise.

3.3 Protection de la main d'œuvre et condition de travail

Il sera fait application de l'article 6 du CCAG-FCS avec les précisions suivantes. Le titulaire est garant de son personnel et s'engage à fournir les moyens humains et logistiques nécessaires à la livraison des fournitures faisant l'objet du présent accord-cadre. Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires d'ordre, de sécurité et d'hygiène propres à éviter des accidents tant à l'égard du personnel que des tiers. Il est tenu de respecter les lois, règlements et traités internationaux en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail.

Le titulaire doit se conformer à la législation sociale en vigueur, notamment en matière de détachement transnational de salariés. Il devra tenir à la disposition de l'acheteur l'ensemble des déclarations et justificatifs correspondants.

En cas de travail dissimulé, sur simple constatation écrite d'un agent de contrôle ou d'un agent de l'acheteur, le titulaire est tenu de faire cesser sans délai cette situation et d'informer l'acheteur des suites données. Si le titulaire n'a pas apporté la preuve de la régularisation de sa situation, dans un délai de deux mois à compter de la date de la constatation, l'acheteur procède à la résiliation du contrat pour faute du titulaire, sans indemnités et à ses frais et risques, dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG-FCS.

Le titulaire informe ses éventuels sous-traitants des obligations susmentionnées et est directement responsable du respect, par ses sous-traitants, des lois et règlements en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Tous les agents du titulaire en activité, y compris le personnel d'encadrement, devront porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise et présenter une tenue correcte.

En cas d'arrêt de travail pour maladie, le titulaire s'engage à remplacer la personne absente et assurer l'exécution des prestations courantes ou supplémentaires qui seront éventuellement demandées par l'acheteur.

3.4 Protection de l'environnement, sécurité et santé

Il sera fait application de l'article 7 du CCAG-FCS.

4 Conditions particulières d'exécution

4.1 Bons de commande

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire de l'accord-cadre qui précisent les prestations dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.

L'émission des bons de commande aura lieu lors de la survenance du besoin.

La personne habilitée à signer les bons de commande sera le représentant de l'acheteur.

Ce bon de commande sera transmis au titulaire par mail.

Le bon de commande portera les mentions suivantes :

- ♣ Les références du marché ;
- ♣ la nature de la prestation ;
- ♣ le lieu de livraison de la commande ;
- ♣ le montant du bon de commande (HT /TTC / TVA applicable)
- ♣ le délai de livraison de la commande.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect de ces conditions, l'acheteur se réserve le droit de refuser la livraison.

4.2 Conditions de livraison

4.2.1 Conditionnement et livraison

Les modalités de conditionnement, de livraison et d'étiquetage sont définies dans l'article 3 « Qualité et caractéristiques » du CCTP.

4.2.2 Correspondants du titulaire

En cas de difficultés particulières liées à l'émission d'un bon de commande, ou de problèmes techniques, le titulaire devra contacter le service émetteur de la commande.

En cas de problèmes relatifs à la gestion du marché et en particulier au règlement des factures, le titulaire devra contacter les services ci-dessous :

École Nationale de Police

98 chemin du Commandant Joël Le Goff

31057 Toulouse

Gestion du budget : 05.62.12.80.08

Courriel : academie-enp31-gestionbudget@interieur.gouv.fr et

en copie : academie-enp31-mess@interieur.gouv.fr

En cas de problèmes juridiques, de changement administratif (changement de RIB, de raison sociale, de domiciliation, ...), le titulaire devra contacter les services ci-dessous :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud

Direction des affaires générales et des finances

Bureau de la commande publique et des achats

Pôle politique et performance des achats

299, Chemin de Sainte Marthe – CS 90495

13311 MARSEILLE – Cedex 14

Courriel : sgamisud-dagf-bcpa-achat-execution@interieur.gouv.fr et

en copie : academie-enp31-finances@interieur.gouv.fr

4.3 Garantie des fournitures

Les fournitures doivent correspondre en termes de qualité aux échantillons fournis à la personne publique lors de la remise des offres.

Ces échantillons engagent contractuellement le titulaire sur la qualité des fournitures pour la durée du marché.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, la fourniture des denrées alimentaires est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, à compter du jour de la réception.

Toutes les notices relatives au produit livré doivent être écrites en Français.

4.4 Responsabilités et obligations particulières

4.4.1 Loi EGAlim – Produits de qualité et durables

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, l'acheteur impose :

- pour les lots 1, 2, 5, 6, 10 et 12, une condition d'exécution de fourniture de produits alimentaires de qualité et durables, correspondant à 100% du montant total HT annuel du lot,
- et pour les lots 3, 4, 7, 8, 9, 11, 13, 14, 15 et 16, au moins 50% produits alimentaires de qualité et durables,

Par ailleurs, la part de produits biologiques sera égale à au moins 20 %, sur le montant total HT, pour l'ensemble des lots.

Cette obligation résulte de l'application de l'article 24 de la loi EGAlim du 30 octobre 2018, complétée par la loi Climat et Résilience du 22 août 2022.

Le titulaire de ces lots a pour obligation le suivi et le reporting annuel de cette condition d'exécution : le titulaire transmet à l'acheteur, une fois par an, à la date anniversaire du marché, les montants facturés HT des produits de qualité et durables, par catégorie définie par la loi EGAlim et le total facturé HT des produits toutes qualités confondues.

Ces totaux facturés doivent faire apparaître les tonnages, les prix unitaires et les prix totaux. Ces détails de facturation sont à appliquer par ligne de produits tels que référencés au BPU.

Le titulaire de ces lots a pour obligation de transmettre à l'Acheteur, sur simple demande de ce dernier, et durant toute l'exécution du marché, les moyens de preuve attestant du caractère de qualité, durable ou biologique des produits mentionnés comme tels au BPU.

Les moyens de preuve peuvent être des documents attestant des labels, des certifications ou tout autre document équivalent. Ces documents doivent être en cours de validité et mentionner explicitement les produits référencés au BPU.

4.4.2 Performances sociales

Dans le cadre du présent marché, le titulaire de chaque lot s'engage à mettre en œuvre toute mesure nécessaire pour :

- contribuer à l'insertion de personnes en difficulté économique,
- respecter ses obligations en matière d'embauche de personnes handicapées,
- respecter ses obligations en matière d'égalité des salaires femmes-hommes,
- garantir la mise en œuvre de plans de formation de son personnel,
- agir pour la prévention des troubles musculo-squelettiques (TMS) et la prise en compte de la pénibilité du travail.

L'acheteur peut demander, pendant toute la durée de l'accord-cadre, au titulaire un justificatif confirmant le respect de ces engagements.

Le titulaire a un délai de 10 jours ouvrés pour produire les pièces justificatives (certificat, plan d'action, etc).

L'absence de réponse entraînera une pénalité forfaitaire (article 9.2 du CCAP).

4.4.3 Développement durable

Le titulaire de chaque lot veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

L'achat de denrées alimentaires produites et livrées dans des conditions visant à réduire les impacts environnementaux de la consommation alimentaire sera privilégié. Le titulaire veille notamment à rechercher le circuit de livraison optimal, dans un objectif de limitation des émissions à effet de serre .

L'absence de réponse entraînera une pénalité forfaitaire (article 9.2 du CCAP).

5 Constatation de l'exécution des prestations

5.1 Définition et respect des délais d'exécution

Les échéances et les délais mentionnés dans les pièces du marché sont fermes et définitifs et devront être respectés par le titulaire, leurs sous-traitants éventuels et leurs partenaires impliqués par le projet.

En cas de prolongation du délai d'exécution, il sera fait application de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Si les fournitures et prestations n'étaient pas exécutées par le titulaire aux échéances et dans les délais fixés par les pièces du marché et si, de ce fait, elles ne pouvaient pas être validées par l'acheteur aux dates prévues, le titulaire encourrait des pénalités fixées au présent CCAP et il serait tenu d'accepter sans condition de nouvelles dates choisies et fixées par l'acheteur.

Dans le cas où l'acheteur est contraint d'appliquer des pénalités, le titulaire est en tout état de cause tenu par les dates et les délais contractuels mentionnés au marché.

5.2 Opérations de vérifications quantitatives et qualitatives

Les opérations de vérifications quantitatives ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou la prestation réalisée et la quantité indiquée sur le bon de commande.

Elles sont réalisées conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS.

Concernant le moment des vérifications ; il sera fait application de l'article 28.1 du CCAG FCS.

5.3 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-FCS, si le titulaire n'est pas en mesure de mettre à disposition les produits commandés à la date convenue, il en informe l'acheteur sans délai.

Si la nouvelle date n'est pas compatible avec les obligations de l'acheteur, ce dernier peut faire appel à un autre fournisseur (exécution aux frais et risques du titulaire) dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 45.4 du CCAG-FCS, l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

6 Prix

6.1 Unité monétaire, nature et contenu des prix

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Le présent accord cadre est conclu à prix unitaires.

Les prix résultent de l'application des différents taux de remise contractuels consentis par le titulaire tels que définis dans l'Acte d'Engagement (ATTR11) du lot choisi et ses annexes, aux tarifs publics des fournitures concernées, en vigueur à la date de la commande.

Dans le cas où le titulaire de l'accord cadre met à disposition de l'acheteur un accès internet, il devra, après notification du marché, mettre les prix et le taux de remise, en cohérence avec ceux proposés dans l'offre.

Outre la fourniture des matériels, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les fournitures, ainsi que les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage et au transport.

6.2 Forme du prix

Les prix sont unitaires et seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix unitaires des fournitures sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».
Les prix du marché sont définitifs et révisibles.

6.3 Modalités de révision des prix

6.3.1 Révision des prix

Les prix sont réputés fermes pendant la première année d'exécution.
Ils sont ensuite révisibles, à partir de la deuxième année, en fonction de la fréquence d'ajustement des prix fixés dans le tableau de coefficient de référence et par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times I_n / I_o$$

Dans laquelle :

- P_n = prix révisés H.T.
- P_o = Prix initiaux établis au mois M0.
- I_n = Moyenne des prix moyens sur la période de révision (annuelle ou hebdomadaire selon les lots), pour les cotations RNM, ou dernier indice INSEE définitif connu au moment du calcul de la révision
- I_o : dernier prix moyen de l'offre initial, sur la période de révision semestrielle, pour les cotations RNM, ou dernier indice INSEE définitif connu au moment de l'établissement de l'offre.

Pour les révisions suivantes, les modalités seront les mêmes en remplaçant les valeurs de P_o et I_o , par celles de la dernière révision en date.

En cas d'interruption momentanée de la parution d'une cotation ou d'un indice, la valeur applicable est la dernière publiée.

En cas d'interruption définitive de la cotation ou de l'indice, les parties aux présents marchés conviendront d'une autre cotation ou indice à appliquer.

Les prix sont ajustables par référence aux tarifs du titulaire des matériels répertoriés dans son catalogue contractualisé en vigueur.

La demande de révision ne sera prise en compte que si les nouveaux documents tarifaires de référence ont été dûment notifiés à l'acheteur deux mois avant la date effective pour les révisions annuelles, et chaque mercredi pour les révisions hebdomadaires à l'adresse suivante :

sgamisud-dagf-bcpa-achat-execution@interieur.gouv.fr
et en copie : **academie-enp31-mess@interieur.gouv.fr**.

Cette demande doit contenir les éléments suivants :

- ✓ Détail du calcul de la révision des prix ;
- ✓ Mention des indices utilisés pour le calcul de la formule ;
- ✓ Taux de révision résultant du calcul de la formule ;
- ✓ Annexes financières modifiées, incluant les prix conclus à la notification du présent marché et les prix révisés (au format modifiable et PDF signé).

En cas de non-transmission de la demande de révision des prix dans les délais mentionnés ci-dessus, les prix sont réputés inchangés.

Coefficients de référence

N° de lot	Intitulé du lot	Élément de référence	Indexation
01	Produits carnés surgelés ou congelés	RNM	Annuelle
02	Produits de la mer surgelés ou congelés	RNM	Annuelle
03	Fruits et légumes surgelés ou congelés	RNM	Annuelle
04	Préparations alimentaires surgelées ou congelées	RNM	Annuelle
05	Viandes fraîches ou réfrigérées	RNM	Hebdomadaire
06	Charcuteries fraîches ou réfrigérées	INSEE	Annuelle
07	Fruits et légumes frais	RNM	Hebdomadaire
08	Produits laitiers	RNM	Annuelle
09	Épicerie et boissons non alcoolisées	INSEE	Annuelle
10	Volailles fraîches ou réfrigérées	RNM	Hebdomadaire
11	Pains et pâtisseries surgelés	RNM	Annuelle
12	Produits de la mer frais ou réfrigérés et préparations fraîches	INSEE	Hebdomadaire
13	Boissons alcoolisées	INSEE	Annuelle
14	Pains et pâtisseries frais	INSEE	Annuelle
15	Pâtes fraîches	INSEE	Annuelle
16	Produits avicoles		Hebdomadaire

6.3.2 Clause de sauvegarde

L'acheteur se réserve le droit de rechercher si des prix moins élevés sont pratiqués par une autre société ou de procéder à un contrôle des prix auprès des autres distributeurs.

Si le barème pratiqué par le titulaire n'est plus compétitif avec des entreprises concurrentes, l'acheteur pourra demander au titulaire de s'engager à lui notifier son nouveau barème avec un mois de préavis.

L'acheteur se réserve le droit de le rejeter et de résilier sans indemnité la partie non exécutée des prestations.

6.3.3 Promotion

Les prix proposés à l'occasion de promotions ponctuelles devront être appliqués à l'Administration.

Dans le cadre d'une promotion générale sur un produit, et si l'offre promotionnelle est plus intéressante que l'offre de base du présent accord-cadre à bons de commande ou le prix remisé, l'acheteur bénéficiera des conditions de la promotion. Ces conditions promotionnelles, pour leur durée d'application ne remplacent pas le taux de remise sur la durée contractuelle du contrat.

6.3.4 Catalogue (achat hors BPU)

L'acheteur se réserve la possibilité de commander sur catalogue fourni par le titulaire des références non inscrites dans le Bordereau de prix unitaires (BPU). Il est précisé que ces produits doivent être strictement conformes à l'objet de l'accord-cadre.

Le catalogue fourni par le titulaire fait partie intégrante du marché. Il comprend un tarif général public, le pourcentage de remise octroyé et le tarif remisé.

Ces commandes complémentaires interviendront dans le cadre du ou des catalogue(s) en vigueur remis par le titulaire de chaque accord-cadre à l'appui de son offre et ce sur la base de tarifs publics HT éventuellement remisés¹ (remise exprimée en % et renseignée, pour chaque lot concerné, dans le bordereau des prix unitaires).

Chaque titulaire s'engage à fournir à l'acheteur l'ensemble des produits décrits au CCTP, dans le bordereau des prix unitaires et dans son offre.

En cas de changement de catalogue(s) chaque titulaire transmettra les nouveaux documents (catalogue(s) et prix) à l'acheteur (courriel du contact : academie-enp31-mess@interieur.gouv.fr).

L'éventuelle remise sur les prix publics de ce(s) catalogue(s) sera appliquée dans les mêmes conditions que sur le(s) précédent(s) catalogue(s).

¹ Pas de remise possible pour les fruits et légumes frais pour lesquels le prix proposé par le fournisseur sera nécessairement un prix hors TVA qui ne renvoie pas à un prix exprimé en termes de pourcentage de diminution ou augmentation d'une référence fixée (cf. article L441-2-2 du code de commerce).

6.4 Evolution de gamme

Dans le cas où, en cours de marché, le fournisseur ne serait plus en mesure de se procurer la gamme proposée au BPU, une proposition de gamme équivalente voire supérieure en valeur technique, sans changement des conditions financières et avec un délai de livraison identique sera proposée par le titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire devra procéder à l'envoi au représentant de l'acheteur d'un courrier en recommandé avec accusé de réception 1 mois avant la mise en place de cette nouvelle gamme, mentionnant :

- Les justifications du changement de gamme ;
- Les références exactes du ou des nouveaux produits accompagnées des fiches techniques correspondantes.

L'acheteur se réserve la possibilité d'accepter cette proposition d'évolution qui sera alors contractualisée par avenant.

Courrier à envoyer à l'adresse suivante :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
Direction des affaires générales et des finances
Bureau de la commande publique et des achats
Pôle politique et performance des achats
299, Chemin de Sainte Marthe – CS 90495
13311 MARSEILLE – Cedex 14

7 Clause de financement et de sûreté

7.1 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

7.2 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance sera effectuée pour le titulaire au titre de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 €HT et ce dans un délai d'exécution de 2 mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la date de notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande (date de notification).

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande prévue à l'article R2191-33 du code de la commande publique. Cette garantie à première demande pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Le montant de l'avance sera déterminé par application de l'article R2191-7 du code susvisé. Cette avance sera égale à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du bon de commande.

Il est précisé que l'avance sera cependant portée, pour chaque bon de commande concerné, à 10% si le titulaire est une PME.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable. L'avance est ensuite remboursée, dans les conditions prévues à l'article R2191-11 du code susvisé, en totalité lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant, toutes taxes comprises, des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

En cas de sous-traitance les avances seront calculées au prorata des prestations exécutées par le titulaire et par son ou ses sous-traitant(s). Les avances revenant aux sous-traitants seront versées sur leur demande, ce conformément aux dispositions de l'article R2193-18 du code susvisé

8 Modalités de règlement

8.1 Présentation des demandes de paiement

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du CCP.

Tous les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro.

Site dédié : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm

Conformément aux dispositions de l'article 11.7 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement (règlement ou solde) après livraison et décision d'admission des fournitures par l'acheteur.

Contenu de la facture :

Outre les mentions légales, les factures devront préciser les mentions suivantes :

- Éléments d'identification du titulaire (siret..)et ses coordonnées bancaires ;
- le rappel intégral du numéro et du libellé du lot qui lui est lié ;
- le service concerné par la facture,
- le prix hors taxes, la T.V.A applicable en vigueur et le prix T.T.C ;
- le libellé exact du marché concerné ;
- les références du bon de commande émis par l'administration
- les références de l'article mentionné sur le BPU concernées par la facture ;
- **le numéro de marché et le numéro d'engagement juridique (EJ) ;**
- **le code du service exécutant : M15PLTF013**
- les références exactes des éventuels avenants et actes spéciaux modifiant le marché initial ;
- Le cachet de l'entreprise.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : **110 002 011 00044**

8.2 Modalité de paiement

Le délai de paiement des sommes dues tant au titulaire qu'à ses sous-traitants est de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le mode de règlement est le virement bancaire après émission de l'ordre de payer par l'ordonnateur.

8.3 Modification des coordonnées.

Dans le délai de 10 jours à compter de la modification de ses coordonnées (changement de raison sociale, de coordonnées bancaires...) le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur en adressant un courrier à l'adresse suivante :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud
Direction de l'Administration Générale et des Finances
Bureau de la Commande Publique et des Achats
299, Chemin de Sainte Marthe - CS 90495
13311 MARSEILLE – Cedex 14

9 Pénalités

9.1 Modalités d'application des pénalités

Le titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans les bons de commandes émis par l'acheteur au titre de cet accord-cadre.

Le calcul des pénalités s'opère à chaque fois que les dates et les délais contractuels seront dépassés par le fait exclusif des prestataires du marché, qu'il s'agisse des titulaires ou des éventuels sous-traitants.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard s'appliquent dès 100 euros.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

9.2 Pénalités en cas de manquements

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des obligations contractuelles découlant des dispositions du présent accord-cadre par le fait du titulaire, celui ci encourt sans observations préalables de l'acheteur, l'application de pénalités dont le montant forfaitaire est détaillé ci-dessous.

Les pénalités s'entendent pour chaque manquement dûment constaté par le pouvoir adjudicateur.

Le point de départ du calcul des pénalités de retard, court à compter du jour calendaire suivant celui où l'évènement justifiant l'application de cette pénalité, est survenu.

Items	Manquements constatés	Pénalité (net de taxes)
Respect de la planification des livraisons	Livraison effectuée en dehors du créneau horaire prévu à cet effet	100 euros par constat journalier
	Livraison non effectuée ou défectueuse mais non remplacée le jour même.	150 euros par jour de retard

Respect de la planification des commandes	Livraison incomplète qui n'a pas fait l'objet d'une proposition préalable de produits de substitution de la part du titulaire.	100 euros
Respect des obligations	Lot n°14 : pain et pâtisserie frais : Livraison de pain de la veille	100 euros par manquement
Respect de ses engagements relatives à la clause « 4.4.2 Performances sociales »	Absence de justificatifs prouvant le respect de ses engagements malgré la relance.	100 euros par manquement dès la 1 ^{ère} relance
Respect de ses engagements relatives à la clause « 4.4.3 Développement Durable »	Absence de justificatifs prouvant le respect de ses engagements malgré la relance.	100 euros par manquement dès la 1 ^{ère} relance

Toutes les pénalités mentionnées sont cumulables.

10 Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre pourra être modifié dans les circonstances suivantes :

- la prolongation du terme du marché (aléas de procédure de renouvellement, adhésion à un groupement d'achat...) ;
- la décision de reconduction d'une période prévue dans le cadre du marché ;
- la modification des références listées au BPU (substitution de références par exemple) ;
- le référencement de nouveaux produits au BPU, à la demande de la Direction du restaurant, dans la mesure où la valeur cumulative estimée de ces nouvelles références ne dépasse pas la limite de 10 % du montant maximum du lot concerné. Le titulaire adresse une proposition tarifaire à l'acheteur, les produits acceptés sont rajoutés à l'accord-cadre par voie d'ordre de service ;
- la modification des modalités d'ajustement des prix, notamment la périodicité, le type d'indice de référence, et en cas de survenance d'un événement altérant l'équilibre financier du contrat.

Un mois avant la date d'anniversaire de chaque accord-cadre, un rendez-vous peut être organisé entre le titulaire et l'acheteur pour discuter de la mise à jour des produits proposés au BPU, afin de présenter les nouveaux produits et la fin de la production de ceux prévus dans le cadre de ce contrat. Ce rendez-vous est l'opportunité de discuter des éventuelles substitutions d'un modèle à un autre.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire de chaque lot est tenu de notifier, sans délai, à l'acheteur toute modification survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société,
- à la forme de l'entreprise ou de la société,
- à la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination,
- à l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société,
- au capital social de l'entreprise ou de la société,

- à la fusion de l'entreprise avec un tiers,
- à la cession de l'entreprise, à la cession d'une ou de plusieurs branches d'activités de l'entreprise ou de cessions d'actifs, et toute modification importante du fonctionnement de l'entreprise.

11 Résiliation

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG – FCS s'appliquent.

12 Droit et langue

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents et correspondances doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

13 Dérogation au CCAG FCS

CCAP	CCAG – FCS
Art.1.8 relatif à la déclaration de sous traitance en cours d'exécution du marché	Article 3.6.2
Art.2 relatif aux pièces contractuelles	Article 4.1
Art.4.3 relatif à la garantie du fournisseur	Article 33
Art. 5.3 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	Article 13.3
Art 9.1 du CCAP relatif au modalité d'application des pénalités	Article 14.1.3
Art. 9.2 du CCAP relatif au pénalité de retard	Article 14.1.1